

AIDE ALIMENTAIRE AU BANGLA-DESH

Le Canada a déboursé des crédits additionnels de trois millions de dollars pour acheter et envoyer une nouvelle cargaison de blé au Bangla-Desh.

Ce nouveau montant porte la somme de l'aide alimentaire du Canada à la plus jeune nation asiatique à 24.5 millions de dollars pour l'année 1972-1973. De cette somme 19.5 millions ont été utilisés pour acheter et envoyer 410,000 tonnes de blé et 2.2 millions ont été consacrés à l'achat et à l'envoi de 4,000 tonnes d'huile de colza. Le montant restant (2.8 millions) financera de futurs envois d'aide alimentaire.

Le Canada a augmenté sa contribution au programme d'aide alimentaire pour le Bangla-Desh afin de répondre à l'appel lancé par le Secrétaire général des Nations Unies, M. Kurt Waldheim, en mai dernier. Cette demande avait été faite à cause de la diminution des stocks de blé et de riz prévue pour les quatre prochains mois.

En plus de l'aide alimentaire, le Canada a accordé des subventions de l'ordre de 27 millions de dollars pour des projets d'aide au développement en agriculture, dans le transport et dans l'électricité, secteurs de l'économie bengali sérieusement touchés par la guerre.

ON REMPLACERA LES AVIONS ARGUS

Le Gouvernement fédéral invitera les constructeurs d'aéronefs à présenter un projet de nouvel avion de patrouille à long rayon d'action et équipé d'un système moderne de surveillance maritime.

Ces appareils remplaceront les 32 avions *Argus* en service depuis le milieu des années 1950.

A la fin des années 1970 et au cours des années 1980, ces nouveaux avions seront utilisés dans le but de répondre à une variété de besoins canadiens, tant militaires que civils. En plus d'assurer la surveillance maritime militaire des approches est et ouest du Canada, de même que de l'océan Arctique, ces avions seront également au service des ministères suivants: Transports; Environnements; Énergie, Mines et Ressources; Affaires indiennes et Nord canadien. Tous comptent sur la surveillance des eaux côtières du Canada pour obtenir des renseignements sur la formation des glaces, la détection et l'évaluation de la pollution maritime, le contrôle des explorations minières et l'obéissance aux règlements des pêcheries.

Pour résumer, le Canada est à la recherche d'un avion à la fois polyvalent dans son utilisation et facilement adaptable aux nouveaux besoins qui peuvent survenir. Outre les constructeurs des avions de patrouille actuels à long rayon d'action, les constructeurs de long-courriers commerciaux sont également invités à présenter leurs propositions.

Quand l'étude des projets sera terminée, les ministères de la Défense et des Approvisionnements s'engageront dans l'étape de la rédaction des contrats. L'adjudication d'un contrat d'acquisition n'est

pas prévue avant le début de 1974. La date de la livraison du premier avion n'est pas prévue avant 1976.

En raison des progrès technologiques réalisés au cours des 20 dernières années, le besoin en avions sera moindre que celui des *Argus* présentement en service. Cependant, ce nombre ne sera déterminé avec précision qu'après une étude des aspects techniques des propositions présentées.

NOMINATIONS DIPLOMATIQUES

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Mitchell Sharp, annonce les nominations ci-après, qui entreront en vigueur dans les mois à venir:

M. Henri Gaudefroy, présentement directeur général, de la Direction des conseillers spéciaux de l'Agence canadienne de développement international, est désigné au poste d'ambassadeur en Tunisie. Il succédera à M. D'Iberville Fortier, dont la nomination au poste de sous-secrétaire d'État adjoint aux Affaires extérieures a été annoncée plus tôt.

M. Gilles Mathieu, présentement directeur, Direction de l'Europe de l'Ouest, au ministère des Affaires extérieures, est nommé au poste d'ambassadeur en Côte d'Ivoire avec accréditation auprès du Libéria et du Niger, en remplacement de M. Georges Charpentier, qui reviendra au Canada.

M. Clarence Joseph Van Tighem, actuellement ministre au haut-commissariat à Londres, accède au poste d'ambassadeur au Venezuela, et est accrédité auprès de la République Dominicaine. Il remplacera M. Donald Sutherland McPhail, qui reviendra à Ottawa.

M. Wilfred Kenneth Wardroper, directeur général du Bureau des Affaires économiques et scientifiques au ministère des Affaires extérieures, est nommé haut-commissaire au Nigéria avec accréditation auprès du Sierra Leone. Il succédera à M. A.S. McGill, qui revient à Ottawa.

Les nominations suivantes au ministère des Affaires extérieures entreront en vigueur le 1er septembre:

M. Lawrence Joseph O'Toole, présentement directeur général du Bureau des Finances et de l'Administration, au poste de sous-secrétaire d'État adjoint (Administration) aux Affaires extérieures. Il succédera à M. W.H. Barton dont la nomination d'ambassadeur et représentant permanent près l'Office des Nations Unies à Genève, et près la Conférence du Comité sur le Désarmement a déjà été annoncée.

M. Georges-Henri Blouin, présentement directeur général du Bureau du Personnel, occupera en outre le poste de conseiller spécial auprès du sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures pour les nominations relatives au service à l'étranger et toutes questions de politique générale connexe. Il représentera aussi le ministère des Affaires extérieures au Comité de Gestion du Personnel du Comité interministériel sur les Relations extérieures (ICER).